



Autoroute Castres - Toulouse

Communiqué

12 septembre 2012

Autoroute et CCI ? La voix de l'unisson, ou la voie de l'illusion ?

Le dernier communiqué de presse¹ de la CCI du Tarn en date du 06 septembre dernier, n'est vraiment pas une surprise et montre à quel point les promoteurs de l'autoroute sont minoritaires et à court d'argument. En effet, depuis la période électorale, leur unique préoccupation n'est pas de promouvoir l'autoroute, mais de savoir si le « *processus engagé* » ira à son terme. Ils ont raison de s'inquiéter car il n'y a jamais eu de démonstrations valables pour engager nos territoires dans des dépenses inconsidérées en faveur d'une autoroute de plus en plus inadaptée.

Demander aujourd'hui à poursuivre le processus : ignorance ou hypocrisie ?

Les signataires de ce communiqué réclament au ministre de « *lancer l'enquête d'utilité publique et l'appel d'offres à concession dans les meilleurs délais afin de vérifier la faisabilité de la procédure* ». En cela, ils font preuve d'ignorance ou d'hypocrisie, car tous les éléments fournis par la DREAL lors de la concertation permettent de savoir sans ambiguïté sous quelles conditions et dans quel contexte l'autoroute serait financée. Ils le savent, mais refusent de l'avouer : ni l'enquête d'utilité publique, ni l'appel d'offres ne permettraient de rendre acceptable un projet « privé » financé avec l'argent « public », de transformer un projet « catastrophe » en projet « salubre ».

Car en plus de la mise sous péage des déviations gratuites de Puylaurens, Soual, et Verfeil, au bénéfice du concessionnaire, le montant minimum des fonds publics (subvention d'équilibre) que l'Etat et les collectivités devraient aussi lui verser dépasserait aujourd'hui les 220 M€. Et les présidents des collectivités, Malvy, Carcenac et Izard ont exprimé sans équivoque leur refus d'y participer.

L'unanimité, ce n'est pas l'autoroute, mais ce sont ses alternatives !

La députée Linda Gourjade, opposée au projet et élue de la seule circonscription tarnaise que traverserait l'autoroute, s'est désolidarisée de cet appel de la CCI soi-disant « unanime », en rappelant très justement les vrais enjeux de sa circonscription. Ces enjeux sont de *désenclaver le bassin d'emploi Castres - Mazamet*, mais aussi de *préserver les terres agricoles*, l'équité sociale (*gratuité*), et la *desserte du territoire*, ce qui ne peut se faire avec une autoroute payante. Et laisser supposer que cette position, qui s'inscrit bien dans l'intérêt collectif, est isolée², c'est ignorer que la majorité des tarnais concernés se retrouve dans ces enjeux, refuse l'autoroute mais demande l'aménagement de la route et plus de transports collectifs.

La légitimité est bien dans l'élection de Linda Gourjade et l'échec du seul candidat député pro-autoroute (B. Carayon), élection en parfaite cohérence avec le refus des collectivités de financer cette autoroute. Le rassemblement organisé par la CCI, d'élus peu ou pas représentatifs, se prévalant d'être des porte-parole décisifs, ne fait pas illusion.

Poursuivre sur l'enquête d'utilité publique, puis l'appel d'offre, c'est repousser à plusieurs années une décision plus qu'incertaine qui conduira à l'enlisement du développement du sud Tarn. En revanche, décider dès aujourd'hui d'abandonner ce projet, et d'investir sur l'essentiel pour cet itinéraire ou d'autres (par exemple Mazamet - Castres), c'est faire preuve de bon sens pour l'intérêt collectif, et initier rapidement une vraie dynamique de développement durable.

¹ [La dépêche du Midi du 06/09/12](#)

² [La dépêche du Midi du 06/09/12](#)